

Le CCE, Abane et les affaires Mahsas

Malgré les conseils de modération de Ben Bella qui lui «demande de travailler avec tes frères», Mahsas continue de faire la sourde oreille. Son objectif : prendre la place encore chaude laissée par Ben Bella, toute la place, y compris celle que ce dernier occupait dans le cœur et les calculs des dirigeants égyptiens.

Comme en témoignera plus tard Fathi Dib, responsable des Moukhabarat pour le Maghreb : «Ahmed Mahsas, adjoint de Ben Bella en Libye, avait pris contact avec les militants à l'intérieur et à l'extérieur pour les convaincre de le soutenir comme successeur de Ben Bella, car il considérait que son passé militant était suffisamment connu et important en sa qualité de chef de l'organisation secrète militaire au sein du MTLD. Il était ensuite venu au Caire pour me convaincre du soutien qu'il avait obtenu de tous les chefs de wilaya de l'Est, comme successeur de Ben Bella, et de leur refus d'accepter les résolutions prises à la suite du Congrès de la Soummam.

Ces chefs étaient du reste en train de préparer une réunion à l'intérieur pour annoncer leur décision de le soutenir et leur rejet du CCE, présidé par Abane Ramdane. J'avais préféré ne pas m'engager dans la voie d'Ahmed Mahsas avant d'être informé de la situation à l'intérieur afin d'éviter des conflits internes pouvant nuire à l'unité de la lutte algérienne et surtout avant de connaître les intentions de Abane sur la réorganisation et l'épuration à l'intérieur...»

Mais pour les dirigeants du CCE, qui n'ont tout de même pas complètement oublié ses premiers errements, il est urgent de stopper Mahsas et de mettre fin à son travail de sappe. L'homme-lige de Ben Bella auquel les autorités tunisiennes avaient témoigné jusque-là une certaine bienveillance, continue de manœuvrer pour rassembler sous son autorité les responsables des Aurès, des Nementchas et ceux de la Base de l'Est que commande Amara Bouglez. Ce dernier qui, pourtant, avait fait cause commune avec Mahsas, reconnaît l'autorité du CCE, se désolidarise de Mahsas et de ses anciens compagnons pour se mettre sous l'autorité d'Ouamrane nommé aux côtés du docteur Lamine pour les affaires militaires.

Arrivé à Tunis, mi-décembre 1956 à la tête d'un fort contingent, l'intrépide colonel est décidé avec l'appui des autorités tunisiennes à faire de l'ordre et de la discipline. Lâché par les Nememcha auxquels il échappe de justesse, et par le gouvernement tunisien qui lui reproche ses fréquentations yousséfistes pronasériennes, Mahsas s'entête, persiste et signe. Ses sympathies affichées pour les partisans de Ben Youssef le mêlent aux questions internes de la Tunisie qui le dépassent et le mettent dans une posture de défi vis-à-vis des autorités tunisiennes, ses hôtes, mais aussi face au CCE.

Le gouvernement tunisien, pragma-

tique et réaliste, reconnaît Ouamrane comme le représentant légal du CCE, et ce dernier comme la direction légitime de l'Algérie en lutte. Même Ben Bella, grand spécialiste de la pirouette, finit par lâcher Mahsas.

De sa prison, il «salue avec joie l'arrivée du frère Ouamrane à Tunis» et «espère que sa présence parmi vous renforcera le potentiel de notre Révolution».

Mahsas reste sourd et aveugle malgré les nombreuses tentatives de conciliation et démarches unitaires de la part d'Ouamrane, des autres responsables de la délégation extérieure, notamment de Lamine Debaghine et de Ferhat Abbas venu spécialement du Caire pour «tenter d'aider à éteindre l'incendie».

Agissant en commis de l'Etat, avec un sens aigu de ses responsabilités, Ouamrane décide alors d'utiliser la manière forte et procède à plusieurs arrestations. Mahsas est neutralisé. Les autorités tunisiennes l'aident à s'évader en Allemagne où, reconverti dans le commerce de tapis, il méditera jusqu'à l'indépendance sur la dérive de son engagement et son parcours chaotique au sein du mouvement national.

Au nom du CCE, Ouamrane procède à des arrestations avec l'aide du gouvernement tunisien pas mécontent de se débarrasser de ceux qu'il considère comme des trublions qui osent s'immiscer dans les affaires tunisiennes et se comportent sur son territoire comme en terrain conquis. Un procès s'ouvre à TebourSouk du 15 au 21 juillet 1957. Le tribunal est présidé par Ben Tobbal assisté de 4 juges : Benaouda, Kaci, Bouglez et Chentouf. L'instruction est conduite par Mokhnache Abdelhamid, un ancien cadre de l'UDMA de Ferhat Abbas. Faisant fonction de procureur, Mahmoud Chérif, fraîchement nommé par

Krim à la tête de la Wilaya des Aurès-Nememcha avec le grade de colonel, n'est pas mécontent de se débarrasser de ses anciens chefs et rivaux. Il dresse un réquisitoire impitoyable contre ses anciens compagnons d'armes, notamment son ancien chef et protecteur Lazhari Cheriet. Ben Tobbal prononce 17 condamnations à mort dont deux par contumace (Mahsas réfugié en Allemagne et Omar Ben Boulaïd réfugié en Italie).

Les quinze autres sont, outre Lazhari Cheriet et Abbas Laghrour, Saïd Abdelhaï, Hamimi Aït Zaouche, Bélaïd Houha, Mohamed Benali, Laïd Bouhidji, Bahi Chouchane, Rebaï Guerfi, Abdelkrim Hali, Mahmoud Mentouri, Othman Tidjani, Abdelhafid Soufi, Abdelmadjid Zaârou. Les exécutions ont lieu dans le fief d'Amara Bouglez à la Base de l'Est où les condamnés auraient été, dit-on, interrogés sous la torture. Par son jusqu'au-boutisme aveugle, Mahsas porte une énorme responsabilité dans cette affaire non pas pour avoir contesté les décisions de la Soummam et la nouvelle direction, ni pour s'être opposé aux unes et à l'autre. Mais pour avoir mis en danger l'unité de la lutte en dressant

l'ALN des zones frontalières contre la direction politique pour satisfaire les ambitions de son chef puis les siennes propres.

Et d'avoir persisté au mépris de tout bon sens dans une voie dangereuse et sans issue. Là est la dérive qu'il fallait stopper à tout prix pour limiter les dégâts. Une dérive qui a malheureusement mené à la mort inutile de valeureux moudjahidine dont on peut parier qu'ils n'étaient pas tous conscients des vrais enjeux de la confrontation dans laquelle les avait entraînés Mahsas. Ce dernier s'était lui-même fourvoyé dans un combat qui a perdu son sens, comme en témoignera Ferhat Abbas (*Autopsie d'une guerre*) : «Mahsas a la prétention de s'opposer, au nom de Ben Bella, au CCE. Il conteste les décisions de la Soummam... Il avait mis à profit les dissensions qui existaient à la frontière entre Aurésiens, Nememcha et Constantinois pour essayer d'asseoir son autorité et propager le culte de la personnalité de Ben Bella. Il alla jusqu'à faire imprimer et distribuer un portrait de son acolyte.

En s'appuyant sur les chefs aurésiens, il avait fait exécuter, sur le territoire tunisien, des Algériens par d'autres Algériens... Le colonel Ouamrane arrive à Tunis... invita Mahsas à plus de discipline. En vue de réaliser une large confrontation, le docteur Lamine organise le 23 mars, une réunion à laquelle assistent Ouamrane, Mahsas, Chérif Mahmoud et moi-même. J'interviens personnellement pour convaincre les uns et les autres que l'Algérie est en guerre et que leurs querelles de préséance sont pour le moins secondaires. Mahsas fuit la discussion. Il donne l'impression d'être au service de Ben Bella et non de l'Algérie. Il engage l'épreuve de force, misant sur la division des Aurésiens, des Nememcha et des Constantinois. Face au colonel Ouamrane, il perd la partie. Il ne doit la vie sauve qu'à l'intervention de la police tunisienne qui le renvoie en Suisse. Il restera en Europe — où il se maria — jusqu'à la fin de la guerre».

La crise entre le CCE/Abane et l'exté-

(2^e partie et fin)

Par Abane Belaïd

rieur/Ben Bella, et l'opposition des Aurès-Nememcha aux nouvelles instances, traduisent en réalité toute la difficulté qu'a le nouveau pouvoir sorti de la Soummam à mettre en pratique les principes fondamentaux qui fondent la toute nouvelle philosophie de la Révolution : la primauté de l'intérieur sur l'extérieur et celle du politique sur le militaire.

Au demeurant, cette dernière réveille à Ifri, déjà, de vieux antagonismes entre le camp des politiques (*shab lboulitik*)

incarné par le tandem Abane/Ben M'hidi et celui des «gens d'armes» (*shab slah*). Ces derniers redoutent en effet de se voir reléguer à la fonction instrumentale et au rang de partenaires subalternes.

Aussi, même si elle n'est pas frontalement contestée, la primauté du politique prônée par Abane et Ben M'hidi, ne manque pas de susciter des manœuvres souterraines diverses et variées, lesquelles annoncent, dans l'enthousiasme mitigé de la Soummam, les turbulences qui agitent à ce jour le système de pouvoir et le monde politique algériens.

Sur M. Mahsas, par respect pour sa mémoire, je n'en dirai pas plus. Il a droit de reposer en paix. Mais Abane aussi, qui ne doit pas rester l'éternel bouc émissaire et le souffre-douleur de tous les has been en mal de reconnaissance.

Certes, ce dernier a absolutisé et sacralisé la Révolution et l'unité nationale, au point de paraître même aux yeux de ses plus proches amis comme un dirigeant intransigeant. Mais qu'on le veuille ou non, il demeurera pour l'éternité de notre histoire, l'artisan majeur du rassemblement national dans la lutte et l'un des membres du club très fermé de nos grands hommes qui auront donné à notre combat libérateur ces impulsions décisives qui le mèneront à la victoire.

A ce titre, ne serait-ce qu'à ce titre, il a le droit de reposer en paix pour que s'achève enfin son long voyage au bout de la mort.

A. B.

PUBLICITÉ